

nomiser 225 millions de dollars. Il s'agit là évidemment d'un argument très fallacieux, monsieur l'Orateur.

Le député prétend que l'on peut économiser environ 410 millions de dollars au titre des dépenses non budgétaires, mais il ne précise pas quelles dépenses au juste il propose de réduire. Il propose de réduire de 250 millions de dollars les dépenses effectuées au titre des «services professionnels et spéciaux». C'est là la meilleure proposition qu'un conservateur ait faite en cette matière! Il semble oublier volontairement le fait que les dépenses faites à ce titre portent sur des services et des installations pour lesquels le gouvernement fédéral a recours au secteur privé parce que cela coûte beaucoup moins cher que si nous essayions de passer par des organismes fédéraux.

Près de 40 p. 100 de la somme totale, par exemple, sert à acheter aux provinces les services d'instruction et de formation de la main-d'œuvre. On dépense aussi de fortes sommes pour acheter des services d'ordinateurs, des services de sécurité privés, des services médicaux et pour obtenir des services d'avocats et d'architectes que le secteur privé peut souvent assurer plus efficacement que le secteur public. Et pourtant le député de York-Simcoe, ce grand critique financier, nous expose une théorie qui est diamétralement opposée à celle de son parti.

Enfin, monsieur l'Orateur, le député propose d'économiser 140 millions en resserrant les dépenses administratives et en amalgamant les ministères existants ou en supprimant graduellement les services fédéraux qui sont déjà assurés par les services provinciaux. Le député a proposé d'épargner 140 millions de dollars, mais il s'est gardé de nous dire comment. Ce grand critique financier a envers nous une obligation particulière—je le répète, c'est de rendre sa place au député de Don Valley tout de suite.

Des voix: Bravo!

M. Caccia: Il a une responsabilité à assurer car lors de leur dernier congrès d'orientation, les conservateurs ont approuvé plusieurs mesures visant à augmenter sensiblement le nombre de ministères et d'organismes fédéraux. Lorsqu'on s'y arrête, on s'aperçoit rapidement que l'«économie» de plus d'un milliard de dollars évoquée par le député de York-Simcoe n'est rien que du vent.

L'amendement à l'étude fait allusion à l'échec du gouvernement au chapitre de la création d'emplois. J'aimerais consigner au compte rendu pour la gouverne des députés, au cas où ils auraient la mémoire courte, le bilan du gouvernement fédéral en matière de création d'emplois. Si l'on consulte les statistiques de l'emploi fournies par l'OCDE—et personne ne peut prétendre que ces données sont partiales en ce qui concerne la politique canadienne—on constate qu'environ 472,000 emplois ont été créés entre 1970 et 1972, 394,000 en 1972-1973, 393,000 en 1973-1974, et 552,000 nouveaux emplois entre 1974 et le dernier trimestre de 1975, pour un total de 1,811,000 nouveaux emplois, dans un pays qui comprend une population de seulement 22 millions d'habitants. Monsieur l'Orateur, n'est-ce pas là un exploit fantastique de création d'emplois dans le pays?

● (2140)

Des voix: Oh, oh!

Le budget—M. Caccia

M. Caccia: Examinons un instant ce manque de confiance de la part des conservateurs dans notre grand pays. Peut-on dire que le Canada n'inspire plus confiance quand les investissements étrangers ne cessent d'affluer chaque année?

Des voix: Bravo!

M. Caccia: Il n'y a pas de doute que le reste du monde considère le Canada comme un endroit sûr où investir.

Des voix: Bravo!

M. Caccia: Et les Canadiens manquent-ils de confiance lorsqu'ils achètent des obligations d'épargne du Canada en un temps record lors de leur mise en vente?

Des voix: Bravo!

M. Caccia: Et les centaines de milliers de personnes qui chaque année demandent un visa d'immigrant pour venir au Canada, qu'ils considèrent comme un pays où ils aimeraient s'installer? Est-ce là la preuve d'un manque de confiance?

Des voix: Bravo!

M. Caccia: Si quelqu'un manque de confiance dans notre pays, c'est le parti conservateur. C'est ce qui a motivé son amendement. Celui-ci parle du manque de croissance à long terme, de possibilités d'emploi et de croissance économique. Il parle de l'inaptitude à créer des emplois.

Cet après-midi, nous avons entendu l'exposé du nouveau chef du parti conservateur. Je n'ai pas pu m'empêcher de me rappeler le bon vieux temps, lorsque le député de Halifax (M. Stanfield) était chef du parti conservateur, et je pense au manque de confiance qu'avait ce parti dans son chef. Tout le pays a été vraiment choqué lorsque le parti conservateur a laissé tomber son chef.

Des voix: Oh, oh!

M. Caccia: C'était votre décision et c'est à vous d'en tirer les conclusions qui s'imposent. Monsieur l'Orateur, j'aimerais féliciter le gouvernement d'avoir su nous donner une bonne orientation à un moment très difficile sur le plan financier.

L'Orateur suppléant (M. Béchard): A l'ordre. Comme il est 9 h 45, je dois, conformément à l'article 60(7) du Règlement, interrompre les délibérations et mettre immédiatement aux voix l'amendement dont la Chambre est saisie.

[Français]

Le vote porte sur l'amendement inscrit au nom du député de York-Simcoe (M. Stevens).

Que tous ceux qui sont en faveur de l'amendement veuillent bien dire oui.

Que tous ceux qui sont contre veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

L'Orateur suppléant (M. Béchard): A mon avis, les non l'emportent.

Et plus de cinq députés s'étant levés:

L'Orateur suppléant (M. Béchard): Qu'on appelle les députés.

● (2150)

[Traduction]

(La motion de M. Stevens, mise aux voix, est rejetée.)